

MESSAGE N° 208 21 septembre 2010
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi modifiant
la loi sur les communes (incompatibilités)

1. LA NÉCESSITÉ DU PROJET

Par motion N° 1094.10, déposée et développée le 18 mai 2010 (*BGC* p. 875), le député Bruno Boschung a proposé au Conseil d'Etat de réviser la loi sur les communes (LCo) (RSF 140.1). Il souhaitait, en substance, assouplir les règles relatives aux incompatibilités actuellement applicables aux collaborateurs et collaboratrices des communes engagés à un taux d'activité inférieur à 50%, afin de permettre à ces derniers de siéger au conseil général. Selon le motionnaire, cette mesure favoriserait le recrutement de candidates ou candidats potentiels.

Dans sa réponse à la motion, le Conseil d'Etat a d'abord relevé en substance que compte tenu des fusions intervenues et des nouvelles mesures d'encouragement aux fusions projetées, lesquelles favoriseront peut-être le recrutement de candidats à des fonctions politiques communales, il envisagerait plutôt, à terme, de rétablir une incompatibilité totale entre les fonctions concernées, ceci tant pour les législatifs que les exécutifs communaux. Il a également remarqué que, sans motif objectif, les règles actuelles sur les incompatibilités relatives aux conseils communaux et généraux sont différentes (cf. ch. 2 ci-dessous). Dès lors, considérant qu'une mesure d'incompatibilité totale serait prématurée à ce jour, il a jugé opportun d'éliminer d'abord et rapidement les divergences qui existent à l'heure actuelle entre les règles sur les incompatibilités applicables pour l'accès au conseil communal et celui au conseil général. Ensuite, suivant en cela le raisonnement du motionnaire, il a admis que cette adaptation se concrétise dans le sens d'une plus grande souplesse.

Le 8 septembre 2010, le Grand Conseil a accepté la motion par 63 voix contre 25, avec deux abstentions.

2. CONTEXTE

Outre le fait de mettre en œuvre la motion précitée, le présent projet de loi tient compte des doutes émis par certains députés aux cours des débats, notamment en lien avec le respect de la nécessaire séparation des pouvoirs (art. 85 de la Constitution du canton de Fribourg). Pour ce faire, le Conseil d'Etat propose de permettre aux communes qui le souhaitent de déroger, au moyen de règles d'incompatibilités plus strictes, au standard défini par la loi sur les communes. Comme il s'agit là de règles portant sur les droits et obligations des citoyennes et citoyens, une telle dérogation ne pourra se réaliser que par l'intermédiaire d'un règlement de portée générale. Avec le système proposé, les sensibilités locales peuvent être respectées au mieux sans pour autant empêcher l'harmonisation et l'assouplissement des dispositions de la LCo.

Il y a également lieu de relever que la genèse de l'actuel article 55 al. 2 LCo démontre qu'il existait initialement un parallélisme entre les articles 28 al. 2 et 55 al. 2 LCo. En effet, lors de la révision totale de la loi sur les communes, en 1979, les deux dispositions avaient un contenu similaire: hormis le secrétaire et le caissier, tous les employés communaux pouvaient faire partie du conseil

communal s'ils n'étaient pas engagés à plein-temps. Or, lors de la révision partielle de 1989, la commission parlementaire avait été d'avis qu'il convenait de prévoir le même système à l'article 55 al. 2 qu'à l'article 28 al. 2, à savoir une incompatibilité totale. Cependant, certains députés avaient objecté qu'un tel changement créerait des problèmes notamment pour les petites communes. En définitive, le Grand Conseil avait adopté pour l'article 55 al. 2 LCo une solution de compromis rédigée en ces termes: «*Les fonctionnaires et employés communaux qui exercent leur activité à 50% ou plus ainsi que le secrétaire et le caissier ne peuvent pas faire partie du conseil communal.*».

Par contre, la disposition analogue relative au conseil général est restée inchangée; elle prévoyait et prévoit toujours l'incompatibilité totale.

Le Conseil d'Etat relève en outre que compte tenu du vote du Grand Conseil du 8 septembre 2010 et étant donné que les nouvelles règles devraient être promulguées avant les actes préparatoires relatifs aux élections communales générales du 20 mars 2011, le présent projet n'a pas pu faire l'objet d'une procédure de consultation. L'Association des communes fribourgeoises et la Conférence des préfets en ont toutefois été informées préalablement.

Enfin, il convient de souligner que la loi du 19 septembre 1995 sur les agglomérations (LAgg) (RSF 140.2) prévoit elle aussi des dispositions légales en lien avec les conditions d'éligibilité et les incompatibilités. L'article 20 al. 3 LAgg prévoit une incompatibilité totale entre le statut d'employé de l'agglomération et l'élection à son parlement (Conseil d'agglomération). Le Conseil d'Etat n'envisage pas d'assouplir cette disposition dans le même sens que pour l'accès aux conseils communaux et aux conseil généraux, le statut de l'agglomération étant en effet différent de celui des communes. Au demeurant, les débats au Grand Conseil relatifs à la motion M1094.10 n'ont relevé aucunes attentes du parlement à ce sujet.

3. COMMENTAIRE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES

Article 28 al. 2

La divergence entre les règles d'incompatibilité fixées pour le conseil communal et le conseil général sont le fruit d'une inadvertance historique, et ne reflètent pas la volonté du législateur cantonal.

La modification proposée à l'art. 28 al. 2 a donc pour premier objectif de rétablir un parallélisme entre les deux régimes, ce qui revient à prévoir, pour le conseil général, les mêmes règles que pour l'exécutif en ce qui concerne les employés communaux. On peut en effet aussi supposer, comme pour le conseil communal, que la levée de l'interdiction actuelle pourrait faciliter la recherche de candidats potentiels aux conseils généraux.

Toutefois, compte tenu de certaines interrogations avancées dans le débat en considération de la motion, le Conseil d'Etat propose d'assortir la modification proposée d'une attribution de compétence aux communes dans le sens où elles pourront, à l'avenir, prévoir des règles d'incompatibilités plus strictes, allant jusqu'à rendre les fonctions totalement incompatibles, soit le régime qui prévaut actuellement pour le conseil général.

Les communes pourraient dès lors prévoir, dans un règlement de portée générale, que la fonction d'employé communal est incompatible avec celle d'élu communal. Le règlement pourrait également choisir une règle intermédiaire, par exemple en fixant le taux d'activité maximal admis non pas à 50%, mais à 30% par exemple, étant entendu que les fonctions de secrétaire et de caissier communal demeurent dans tous les cas incompatibles avec la fonction d'élu à une fonction communale. En revanche, le règlement communal ne saurait aller à un taux de 50% ou plus, car la disposition proposée constitue, de l'avis du Conseil d'Etat, une limite supérieure qui ne doit pas être outrepassée. Cette mesure, exprimée dans la deuxième phrase de l'alinéa 2, s'inscrirait donc également dans la perspective d'une plus grande autonomie communale.

Enfin, bien que le Conseil d'Etat ne jugerait pas une telle mesure opportune, les communes pourraient, par règlement communal, prévoir des règles d'incompatibilité différentes en fonction du pouvoir (conseil communal ou conseil général) concerné.

Article 55 al. 2, 2^e phr. (nouvelle)

Afin de préserver l'analogie entre les régimes applicables au conseil général et au conseil communal, la même attribution de compétence aux communes est proposée pour l'incompatibilité entre la fonction de membre de l'exécutif communal et celle d'employé communal.

4. INCIDENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

Le présent projet de loi n'induit aucune incidence financière ni pour l'Etat ni pour les communes. Le projet n'entraîne aucun besoin de personnel supplémentaire ni pour l'Etat ni pour les communes. Il ne présente pas non plus de risque de suppression d'emplois.

5. INFLUENCE DU PROJET SUR LA RÉPARTITION DES TÂCHES ÉTAT-COMMUNES

Quant à la répartition des tâches entre l'Etat et les communes, le présent projet de loi est neutre dans la mesure où il harmonise les règles d'incompatibilités du conseil général avec celles valables pour le conseil communal. Le fait d'accorder aux communes la faculté d'édicter des normes plus strictes que les règles prévues aux articles 28 al. 2 et 55 al. 2 LCo constitue une nouveauté qui augmente l'autonomie des communes dans ce domaine, tout en prévoyant un cadre général par défaut.

6. LES EFFETS SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet est neutre sous l'angle du développement durable. Il ne contient en particulier pas d'éléments contraires à ses principes.

7. CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL ET EUROCOMPATIBILITÉ

Les modifications apportées par le présent projet de loi sont conformes au droit fédéral. Elles sont également

conformes à la Charte européenne de l'autonomie locale (RS 0.102), entrée en vigueur pour la Suisse le 1^{er} juin 2005, qui souligne à son article 7 paragraphe 3 que «les fonctions et activités incompatibles avec le mandat d'élu local ne peuvent être fixées que par la loi ou par des principes juridiques fondamentaux».

Ce projet de loi ne rencontre aucune incompatibilité avec le droit européen applicable aux cantons suisses en raison des Accords bilatéraux entre la Suisse et les Communautés européennes.

8. RÉFÉRENDUM ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Le renouvellement des autorités communales pour la législature 2011–2016 est fixé au dimanche 20 mars 2011. Dans l'esprit de la motion et du débat de prise en considération de celle-ci, les nouvelles règles devraient s'appliquer à ces prochaines élections. Compte tenu des démarches préparatoires, les règles d'incompatibilités doivent être connues au plus tard au moment où les diverses listes de candidats sont préparées. Pour cette raison, une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2011 est visée, sous réserve des exigences de la procédure législative.

La présente loi est soumise au référendum législatif (facultatif). Elle n'est par contre pas soumise au référendum financier, même facultatif.

BOTSCHAFT Nr. 208 21. September 2010 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Gemeinden (Unvereinbarkeit)

1. DIE NOTWENDIGKEIT DES ENTWURFS

Mit seiner am 18. Mai 2010 eingereichten und begründeten Motion Nr. 1094.10 (TGR S. 875) beantragte Grossrat Bruno Boschung dem Staatsrat eine Revision des Gesetzes über die Gemeinden (GG) (SGF 140.1). Er ersuchte den Staatsrat im Wesentlichen darum, die gegenwärtig für das Gemeindepersonal mit einem Anstellungspensum von weniger als 50% geltenden Regeln im Bereich Unvereinbarkeit zu lockern und es diesen Mitarbeitern zu ermöglichen, im Generalrat Einsitz zu nehmen. Gemäss dem Motionär würde diese Massnahme das Werben um potentielle Kandidatinnen und Kandidaten vereinfachen.

In seiner Antwort auf die Motion wies der Staatsrat als Erstes im Wesentlichen darauf hin, dass die erfolgten Gemeindezusammenschlüsse und die neuen Massnahmen zur Förderung weiterer Fusionen die Rekrutierung neuer Kandidatinnen und Kandidaten für den Gemeinde- oder den Generalrat vermutlich erleichtern dürfte und er daher vielmehr in Betracht ziehe, mit der Zeit wieder eine vollständige Unvereinbarkeit einzuführen und zwar sowohl für die Gemeindelegislative als auch für die -exekutive. Er hat ausserdem festgehalten, dass für den Unterschied zwischen den geltenden Unvereinbarkeitsregeln für die Gemeinde- und Generalratsmitglieder kein objektiver Grund bestehe (vgl. Ziff. 2). Der Staatsrat hielt eine Einführung der vollständigen Unvereinbarkeit zum jetzigen Zeitpunkt jedoch für verfrüht und erachtete es als zweckmässiger, zuerst unverzüglich die bestehenden Unterschiede zwischen den geltenden Unvereinbarkeitsregeln

für eine Kandidatur in den Gemeinderat und jenen für eine Kandidatur in den Generalrat aufzuheben. Er schloss sich der Begründung des Motionärs an und erklärte sich bereit, eine Änderung im Sinne einer Lockerung der Regeln vorzuschlagen.

Am 8. September 2010 hat der Grosse Rat die Motion mit 63 gegen 25 Stimmen, bei zwei Enthaltungen für erheblich erklärt.

2. ZUSAMMENHANG

Nebst der Tatsache, dass mit diesem Gesetzesentwurf die erwähnte Motion umgesetzt wird, trägt er auch den im Rahmen der Verhandlungen von einigen Grossratsmitgliedern geäusserten Zweifeln Rechnung, namentlich im Zusammenhang mit der Berücksichtigung der notwendigen Gewaltenteilung (Art. 85 der Verfassung des Kantons Freiburg): Der Staatsrat schlägt vor, den Gemeinden, die dies wünschen, die Möglichkeit einzuräumen, von dem im Gesetz über die Gemeinden festgelegten Standard abzuweichen und strengere Unvereinbarkeitsregeln zu erlassen. Da es sich um Regeln handelt, die die Rechte und Pflichten der Bürgerinnen und Bürger betreffen, kann eine solche Abweichung nur in Form eines allgemeingültigen Gemeindereglements erfolgen. Das vorgeschlagene Vorgehen erlaubt es, die örtlichen Sensibilitäten bestmöglich zu respektieren, ohne einer Harmonisierung und Lockerung der Bestimmungen des GG im Wege zu stehen.

Es sei ausserdem erwähnt, dass die Vorgeschichte des geltenden Artikels 55 Abs. 2 GG zeigt, dass ursprünglich ein Parallelismus zwischen Artikel 28 Abs. 2 und 55 Abs. 2 GG bestand. Bei der Totalrevision des Gesetzes über die Gemeinden im Jahr 1979 hatten die beiden Bestimmungen einen ähnlichen Inhalt: mit Ausnahme des Gemeindeschreibers und des Gemeindekassiers konnten alle Gemeindeangestellten dem Gemeinderat angehören, sofern sie nicht vollamtlich tätig waren. Anlässlich der Teilrevision von 1989 war die parlamentarische Kommission der Meinung, dass Artikel 55 Abs. 2 in der gleichen Weise geändert werden sollte wie Artikel 28 Abs. 2, dass also eine vollständige Unvereinbarkeit eingeführt werden sollte. Gewisse Mitglieder des Grossen Rates hatten jedoch den Einwand erhoben, dass eine solche Änderung namentlich in den kleinen Gemeinden zu Problemen führen könnte. Schliesslich verabschiedete der Grosse Rat für Artikel 55 Abs. 2 GG eine Kompromisslösung mit folgendem Wortlaut: *«Die Gemeindebeamten und -angestellten, die ihre Tätigkeit zu 50 % oder mehr ausüben, sowie der Gemeindeschreiber und der Gemeindekassier können dem Gemeinderat nicht angehören»*.

Die analoge Bestimmung für den Generalrat blieb jedoch unverändert; sie sah und sieht nach wie vor die vollständige Unvereinbarkeit vor.

Der Staatsrat hält im Weiteren fest, dass angesichts der Abstimmung des Grossen Rates vom 8. September 2010 und in Anbetracht dessen, dass die neuen Regeln vor den Vorbereitungshandlungen für die allgemeinen Gemeindewahlen vom 20. März 2011 promulgiert werden müssen, dieser Entwurf nicht in die Vernehmlassung gegeben werden konnte. Der Freiburger Gemeindeverband und die Oberamtmännerkonferenz sind jedoch vorgängig darüber informiert worden.

Schliesslich sei erwähnt, dass das Gesetz vom 19. September 1995 über die Agglomerationen (AggG) (SGF

140.2) ebenfalls gesetzliche Bestimmungen in Zusammenhang mit den Wählbarkeitsbedingungen und den Unvereinbarkeiten vorsieht. Artikel 20 Abs. 3 AggG sieht eine vollständige Unvereinbarkeit zwischen dem Status als Angestellte(r) der Agglomeration und der Wahl in deren Parlament (Agglomerationsrat) vor. Da sich der Status der Agglomeration vom Status der Gemeinden unterscheidet, hat der Staatsrat nicht vor, diese Bestimmung im gleichen Sinn zu lockern wie jene für den Zugang in die Gemeinde- oder Generalräte. Im Übrigen zeigten die Verhandlungen zur Motion M1094.10 im Grossen Rat, dass im Parlament keine Erwartungen hinsichtlich dieses Themas bestehen.

3. KOMMENTAR ZU DEN VORGESCHLAGENEN ÄNDERUNGEN

Artikel 28 Abs. 2

Der Unterschied zwischen den Unvereinbarkeitsregeln für den Gemeinderat und den Generalrat ist auf eine Unachtsamkeit im Laufe der Geschichte der Artikel zurückzuführen und nicht Willensausdruck des Gesetzgebers.

Die vorgeschlagene Änderung von Artikel 28 Abs. 2 hat somit in erster Linie zum Ziel, den Parallelismus zwischen den beiden Regelungen wieder herzustellen, was darauf hinausläuft, dass für den Generalrat die gleiche Regelung vorgesehen wird wie für die Exekutive, was die Gemeindeangestellten betrifft. Es kann auch davon ausgegangen werden, dass die Aufhebung des geltenden Verbots, wie beim Gemeinderat, die Suche nach potenziellen Kandidatinnen und Kandidaten für den Generalrat vereinfachen könnte.

In Anbetracht der Fragen, die im Rahmen der Verhandlungen zur Erheblicherklärung der Motion aufgeworfen wurden, schlägt der Staatsrat jedoch vor, die vorgeschlagene Änderung mit einer Kompetenzzuweisung an die Gemeinden zu versehen, die besagt, dass die Gemeinden in Zukunft strengere Unvereinbarkeitsregeln vorsehen und soweit gehen können, die Funktionen für vollständig unvereinbar zu erklären, was der gegenwärtig vorherrschenden Regelung für den Generalrat entspricht.

Die Gemeinden könnten somit in einem allgemeinverbindlichen Reglement vorsehen, dass die Anstellung bei der Gemeinde mit einer Mitgliedschaft im Generalrat oder im Gemeinderat nicht vereinbar ist. Das Reglement könnte auch eine Zwischenlösung enthalten, indem beispielsweise festgelegt wird, dass das höchstzulässige Anstellungspensum nicht bei 50%, sondern z.B. bei 30% liegt, wobei festzuhalten ist, dass die Funktion des Gemeindeschreibers und des -kassiers nach wie vor und auf jeden Fall mit einem Wahlmandat auf Gemeindeebene unvereinbar ist. Hingegen könnte im Gemeindereglement nicht ein Anstellungspensum von 50% oder mehr vorgesehen werden, da die vorgeschlagene Bestimmung, nach Ansicht des Staatsrats, eine Obergrenze darstellt, die nicht überschritten werden darf. Diese Massnahme, die im zweiten Satz von Absatz 2 zum Ausdruck kommt, wäre somit ebenfalls ein Element im Hinblick auf eine grössere Gemeindeautonomie.

Schliesslich könnten die Gemeinden in einem Gemeindereglement je nach dem, ob es sich um den Gemeinderat oder den Generalrat handelt, unterschiedliche Unvereinbarkeitsregeln vorsehen; der Staatsrat hält eine solche Regelung jedoch nicht für angebracht.

Artikel 55 Abs. 2, 2. Satz (neu)

Damit die Analogie zwischen der für den Generalrat und der für den Gemeinderat geltenden Regelung beibehalten bleibt, wird für die Unvereinbarkeit der Funktion der Gemeinderätin oder des Gemeinderates mit der Funktion einer oder eines Gemeindeangestellten die gleiche Kompetenzzuweisung an die Gemeinden vorgeschlagen.

4. DIE FINANZIELLEN UND PERSONELLEN FOLGEN

Dieser Gesetzesentwurf zieht keine finanziellen Auswirkungen nach sich, weder für den Staat noch für die Gemeinden. Er hat keinen höheren Personalbedarf zur Folge, weder für den Staat noch für die Gemeinden, und birgt kein Risiko der Aufhebung von Arbeitsplätzen.

5. DER EINFLUSS DES ENTWURFS AUF DIE AUFGABENTEILUNG ZWISCHEN KANTON UND GEMEINDEN

Was die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden betrifft, so ist dieser Gesetzesentwurf insofern neutral, als er die Unvereinbarkeitsregeln für den Generalrat mit den für den Gemeinderat geltenden harmonisiert. Die Tatsache, dass den Gemeinden die Möglichkeit eingeräumt wird, strengere Vorschriften zu erlassen als die, die in den Artikeln 28 Abs. 2 und 55 Abs. 2 GG vorgesehen sind, stellt eine Neuerung dar, die die Gemeindeautonomie in diesem Bereich erhöht, wobei gleichzeitig ein allgemeiner Rahmen mit einer Standardlösung vorgegeben ist.

6. DIE AUSWIRKUNGEN AUF DIE NACHHALTIGE ENTWICKLUNG

Dieser Gesetzesentwurf ist neutral im Hinblick auf die nachhaltige Entwicklung. Er enthält insbesondere keine

Elemente, die gegen die Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung verstossen.

7. DIE ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEM BUNDESRECHT UND DIE EUROPAVERTRÄGLICHKEIT DES ENTWURFS

Die Änderungen, die dieser Entwurf nach sich zieht, sind bundesrechtskonform. Sie entsprechen auch der Europäischen Charta der kommunalen Selbstverwaltung (SR 0.102), die für die Schweiz am 1. Juni 2005 in Kraft getreten ist und die in Paragraph 3 von Artikel 7 festhält, dass «Ämter und Tätigkeiten, die mit dem Amt eines gewählten Kommunalvertreters unvereinbar sind, [...] nur durch Gesetz oder durch grundlegende Rechtsprinzipien bestimmt werden [dürfen]».

Dieser Entwurf enthält auch keine Unvereinbarkeiten mit dem Europarecht, das für die Schweizer Kantone aufgrund der bilateralen Abkommen zwischen der Schweiz und den Europäischen Gemeinschaften gilt.

8. REFERENDUM UND INKRAFTTRETEN

Die Gesamterneuerung der Gemeindebehörden für die Legislaturperiode 2011–2016 ist auf Sonntag, den 20. März 2011 angesetzt. Im Sinne der Motion und der Verhandlungen zur ihrer Erheblicherklärung sollten die neuen Regeln bereits für die nächsten Wahlen gelten. In Anbetracht der Vorbereitungshandlungen müssen die Unvereinbarkeitsregeln spätestens dann bekannt sein, wenn die verschiedenen Wahllisten vorbereitet werden. Aus diesem Grund ist ein Inkrafttreten auf den 1. Januar 2011 vorgesehen, unter Vorbehalt der Anforderungen des Gesetzgebungsverfahrens.

Dieses Gesetz untersteht dem (fakultativen) Gesetzesreferendum. Es untersteht jedoch nicht dem Finanzreferendum, auch nicht dem fakultativen.

Loi

du

modifiant la loi sur les communes (incompatibilités)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la motion N° 1094.10 Bruno Boschung prise en considération par le Grand Conseil le 8 septembre 2010;

Vu le message du Conseil d'Etat du 21 septembre 2010;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1) est modifiée comme il suit:

Art. 28 al. 2

² Les membres du personnel communal qui exercent leur activité à 50% ou plus ainsi que les membres du conseil communal, le secrétaire et le caissier ne peuvent pas faire partie du conseil général. Les communes peuvent déroger au présent alinéa en édictant, par un règlement de portée générale, des règles d'incompatibilités plus strictes.

Art. 55 al. 2, 2^e phr. (nouvelle)

² (...). Les communes peuvent déroger au présent alinéa en édictant, par un règlement de portée générale, des règles d'incompatibilités plus strictes.

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Gesetz

vom

zur Änderung des Gesetzes über die Gemeinden (Unvereinbarkeit)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Motion Nr. 1094.10 Bruno Boschung, die vom Grossen Rat am 8. September 2010 erheblich erklärt worden ist;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 21. September 2010;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1) wird wie folgt geändert:

Art. 28 Abs. 2

² Das Gemeindepersonal, das seine Tätigkeit zu 50% oder mehr ausübt, sowie die Mitglieder des Gemeinderates, der Gemeindeschreiber und der Gemeindekassier können dem Generalrat nicht angehören. Die Gemeinden können von diesem Absatz abweichen, indem sie ein allgemeinverbindliches Reglement mit strengeren Unvereinbarkeitsregeln erlassen.

Art. 55 Abs. 2, 2. Satz (neu)

² (...). Die Gemeinden können von diesem Absatz abweichen, indem sie ein allgemeinverbindliches Reglement mit strengeren Unvereinbarkeitsregeln erlassen.

Art. 2

¹ Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.